



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU FINISTÈRE

Direction départementale
de la protection des populations
du Finistère

Service Prévention des Nuisances et Protection de
l'Environnement

Dossier suivi par : Fabienne DAOUDAL
Départ n° : 2016 - 06509
PJ : Projet d'arrêté préfectoral complémentaire

L'inspecteur de l'environnement
à

Monsieur LE PREFET DU FINISTÈRE
Direction de l'animation des politiques publiques
Bureau des installations classées
42 Boulevard Dupleix
29000 QUIMPER

Quimper, le 24 octobre 2016

RAPPORT DE L'INSPECTION DE L'ENVIRONNEMENT SPECIALITE INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Installations Classées.
Société Doux FPP Quimper – Le Grand Guelen - 450 route de Rosporden – 29000 QUIMPER
Demande de modification des valeurs limites de rejet en station d'épuration (STEP).

Référence : Transmission de l'exploitant en date du 20 juin 2016.

I – INTRODUCTION- OBJET DU RAPPORT -

Le présent rapport de présentation au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST) fait suite au dossier déposé le 20 juin 2016 par la société Doux FPP Quimper, en application de l'article R512.33 du code de l'environnement. La société est autorisée à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de produits élaborés à base de viandes de volailles.

II – NATURE DE LA DEMANDE -

La société Doux FPP Quimper rejette ses effluents industriels, après prétraitement, dans la station d'épuration de Quimper communauté. L'exploitant a signé un avenant à la convention de rejet le 21 janvier 2014 avec Quimper Communauté. Il demande en conséquence une modification de l'article 3.4. de l'arrêté préfectoral n° 97/1015 du 20 avril 1997 pour mettre en cohérence les valeurs limites de rejet de la convention et celles de l'arrêté ICPE. Il n'y a aucune autre modification des installations.

III – SITUATION ADMINISTRATIVE -

III-1 – Demandeur

Société Doux FPP Quimper

Adresse du siège social : Le Grand Guelen - 450 route de Rosporden – 29000 QUIMPER

Direction départementale de la protection des populations - 2 rue de Kérivoal- CS 83038- 29334 QUIMPER cedex -
standard : 02-98-64-36-36 (taper 5) - n° du secrétariat PNQE : 02 98 64 56 41 - télécopie : 02-98-95-81-33 - courriel : ddpp-envi@finistere.gouv.fr -
site internet : www.finistere.gouv.fr

Horaires d'accueil du public : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h45 à 16h45 (16h00 vendredi) - Pour vous garantir un meilleur service, merci de prendre rendez-vous au préalable.

III-2- Situation administrative

Le fonctionnement de l'établissement est réglementé par les arrêtés et décisions préfectoraux suivants :

- arrêté n° 97/1015 du 30 avril 1997 autorisant la société Doux à exploiter un établissement spécialisé dans la fabrication de produits alimentaires élaborés à partir de viandes de volailles ;
- arrêté complémentaire n° 99/0391 du 8 mars 1999 modifiant les valeurs limites des rejets des effluents industriels dans la STEP de Quimper ;
- arrêté complémentaire n° 2001/0277 du 19 février 2001 réglementant le fonctionnement de la tour aéroréfrigérante ;
- arrêté complémentaire n° 26-03 A du 28 janvier 2003 imposant la réalisation d'une analyse critique de l'étude de dangers ;
- arrêté complémentaire n° 337-04 A du 23 juillet 2004 modifiant les valeurs limites des rejets des effluents industriels dans la STEP de Quimper et imposant la mise en œuvre des préconisations issues de l'analyse critique de l'étude de dangers ;
- décision préfectorale du 20 janvier 2014 prenant acte de la déclaration d'antériorité relative à la modification de la nomenclature des installations classées par décret n° 2013-375 du 02 mai 2013 portant création des rubriques 3000 ;
- décision préfectorale du 28 juillet 2014 prenant acte de la déclaration d'antériorité relative à la modification de la nomenclature des installations classées par décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013, rubrique 2921 ;
- décision préfectorale du 23 septembre 2016 prenant acte de la déclaration d'antériorité relative à la modification de la nomenclature des installations classées par décret n° 2014-385 du 03 mars 2014 portant création des rubriques 4000.

En raison des diverses évolutions de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, il convient de mettre à jour la situation administrative de l'établissement (voir annexe I).

IV – IMPACTS DES MODIFICATIONS

Impacts sur l'environnement et risques accidentels

En l'absence de nouvelles installations et sans modification des volumes d'activité, il n'y a pas de modification des impacts au niveau des rejets atmosphériques, ni d'augmentation du risque de nuisances olfactives et sonores ni d'évolution du risque accidentel.

Diminution des valeurs limites de rejet dans la STEP

Lors de l'inspection réalisée sur site le 14 juin 2016, il a été demandé à l'exploitant copie de la dernière convention de rejets signée avec Quimper Communauté.

Cette dernière convention, signée en janvier 2014, impose à l'exploitant des flux maximum journaliers inférieurs à ceux fixés par l'arrêté préfectoral pour les paramètres DCO, DBO5, MES. La convention prévoit également un seuil d'admissibilité des rejets pour les paramètres azote et phosphore que ne prévoit pas l'arrêté ICPE.

Même si les valeurs limites les plus contraignantes s'imposent de fait à l'exploitant, il convient toutefois de mettre en adéquation la convention et l'arrêté préfectoral sur les valeurs limites de rejet afin d'éviter qu'un contrôle inopiné des rejets diligenté par l'inspection des installations classées ne soit réalisé sur la base de valeurs supérieures à celles autorisées par le gestionnaire de la STEP.

L'évolution sollicitée, en comparaison avec l'arrêté préfectoral, est la suivante :

Paramètres	Arrêté préfectoral du 20 avril 1997	Nouvelles valeurs sollicitées
	Flux journalier (kg/j)	Flux maximal journalier (kg/j)
DCO	1 175	900
DBO5	745	550
MES	190	205
Chlorures	180	Sans objet
Graisses	71	50
Azote NTK	Non fixé	40
Phosphore total	Non fixé	15
Volume	500 m³/j	500 m³/j

Ph compris entre 5,5 et 8,5

Température inférieure à 30 °C.

Direction départementale de la protection des populations - 2 rue de Kérivoal- CS 83038- 29334 QUIMPER cedex -
standard : 02-98-64-36-36 (taper 5) - n° du secrétariat PNQE : 02 98 64 56 41 - télécopie : 02-98-95-81-33 - courriel : ddpp-envi@finistere.gouv.fr -
site internet : www.finistere.gouv.fr

Horaires d'accueil du public : du lundi au vendredi de 9h00 à 12h00 et de 13h45 à 16h45 (16h00 vendredi) - Pour vous garantir un meilleur service, merci de prendre rendez-vous au préalable.

V – ANALYSE DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

La STEP de QUIMPER est une station de type boues activées avec une capacité nominale de 267 000 équivalent habitants soit une capacité épuratoire de 16 000kg de DBO5/jour et 28 000 m3/j.

La capacité technique est de 30 000 kg DCO/j, 2 000 kg NK/j, 15 000 kg MES/j, 480 kg Pt/j.

Le rapport annuel du service de l'eau potable et de l'assainissement du département du Finistère indique pour 2015, les valeurs de charges suivantes :

- DBO5 : 49% en moyenne,

- DCO : 57% en moyenne,

et un volume moyen reçu de 15 500 m3/j soit environ 55% de la capacité hydraulique.

La qualité de l'eau épurée rejetée a été excellente en 2015 avec de très bons rendements épuratoires.

Le volume global conventionné avec la société Doux FPP représente 1,8% de la capacité hydraulique de la station et la charge organique en DCO 3% de la capacité technique d'épuration en DCO.

L'inspection a jugé inopportun d'exiger une étude d'acceptabilité, cette demande étant non proportionnée et non justifiée du fait d'une part de la baisse des flux polluants et d'autre part de la charge polluante représentée par les rejets d'effluents de la société Doux FPP par rapport à la capacité de traitement de STEP de Quimper Communauté.

Par contre, les prescriptions en vigueur n'imposent pas l'obligation d'autosurveillance pour tous les paramètres réglementés, ce point est révisé en conséquence dans le projet d'arrêté.

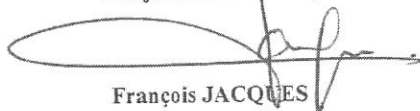
VI – AVIS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES

En conclusion, compte tenu des éléments développés au présent rapport et considérant :

- que les modifications déclarées par la société Doux FPP Quimper ne sont pas substantielles au sens de l'article R.512-33 du code de l'environnement ;
- la capacité de la STEP de Quimper Communauté à accepter les rejets de la société ;
- la diminution de l'impact des dits rejets compte tenu de la réduction des flux polluants autorisés ;
- qu'en application des dispositions de l'article L.512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;
- que les nuisances et les risques occasionnés par cette installation classée sont prévenus par les prescriptions fixées au présent projet d'arrêté sur les seuils de rejet dans la STEP, permettant de préserver les intérêts mentionnés aux articles L.511-1 et L.512-2 du Code de l'Environnement ;

je propose aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable à la présente demande aux conditions définies dans le projet d'arrêté préfectoral complémentaire joint au présent rapport.

Pour le directeur départemental de la protection des populations,
L'adjoint au directeur,


François JACQUES

L'inspecteur de l'environnement
Spécialité installations classées


Fabienne DAOUDAL